

Solidaires finances

Des missions d'intérêt général

pour lesquelles les agent.e.s doivent être reconnu.e.s

Qu'ont en commun la sécurité des produits non alimentaires, la construction de crèches et d'établissements scolaires sur d'anciens sites industriels ou sols pollués, une fraude fiscale (évaluée à 80 milliards d'euros par an) qui continue à bien se porter, l'entrée massive de marchandises contrefaites par conteneurs entiers sur le territoire national et en Europe, les chiffres qui attestent du creusement des inégalités sociales pendant la crise sanitaire ? Inutile de chercher bien loin, ce sont les administrations de Bercy : **DGCCRF et SCL, DGFIP, DGDDI ex-réseau industrie en région, INSEE.** Quel est le point commun à toutes nos directions, y compris l'administration centrale de Bercy toujours en pointe dans les « innovations » ?

Solidaires SYNDICAT NATIONAL
Finances Publiques

Solidaires
CGCRF & SCL

Sud Centrale
Solidaires finances

Sud
Solidaires
INSEE

Solidaires
DOUANES

Solidaires I.D.D.
à l'Industrie et au Développement Durable

Subir :

- les coupes claires dans les effectifs ;
- les assauts répétés des restructurations-réorganisations administratives ;
- les déréglementations de nos missions ;
- le désengagement de l'État de missions pourtant essentielles à l'intérêt général et au bien commun.

Le quasi gel du point d'indice pendant 10 ans, l'absence de revalorisation des grilles indiciaires et de plan de qualification rognent depuis des années le pouvoir d'achat des agent.e.s. Les conséquences de la loi de destruction de la fonction publique font des ravages dans les directions et les services. Les mobilités sans transparence, les promotions arbitraires, l'accélération des recrutements en contrats précaires et la mise en concurrence des agents déstabilisent les collectifs, remettent en cause des missions quand ils ne produisent pas des drames personnels et familiaux. Enfin, les attaques frontales et répétées contre l'action sociale, ses moyens et son périmètre démontrent le manque de considération de Bercy pour ses agent.e.s.

Au fil des ans la fédération **SOLIDAIRES FINANCES** et les syndicats qui la composent n'ont cessé de combattre cette dérive délétère pour les agent.e.s et l'intérêt général. L'histoire sociale du ministère le prouve et le prouvera encore : les mobilisations conduisent les directions et les pouvoirs publics à tenir compte de nos revendications !

En 2022, Bercy se veut encore et toujours exemplaire. Dommage que ce soit dans la destruction de l'emploi public. Les services publics sont amputés, abandonnés, sacrifiés aux dépens des agent.e.s, des citoyen.ne.s, des consommateur.trices, des contribuables et des usager.e.s.

Nous, agent.e.s de l'État à Bercy, mais aussi citoyen.ne.s et administré.e.s, sommes à même de mesurer le rôle et l'utilité de nos services publics et leur dégradation causée par les politiques de sabotage.

Si collectivement nous le décidons, nous le Voulons !

La Direction générale des Finances Publiques dans le tourbillon des réformes !

Administration au cœur de Bercy, la DGFIP est depuis de nombreuses années soumise à des réformes incessantes et des réductions de moyens en termes d'emplois (25 000 suppressions depuis 2012). L'avalanche de restructurations, de fermetures de structures et le manque de moyens mettent en péril la qualité du service public de la DGFIP.

Ses missions sont larges, elles couvrent de l'assiette au recouvrement en passant par le contrôle des impôts et taxes. Elle comprend les missions toutes aussi importantes de contrôle et tenue de la comptabilité publique (Trésoreries hospitalières, contrôle des dépenses État, gestion et conseil aux collectivités locales...).

TA VOIX, NOTRE FORCE!



La dématérialisation et l'intelligence artificielle ont pris une place prépondérante dans le cadre de l'exercice des missions y compris de l'accueil. Ces outils participent à la dénaturaion des missions et à une perte de sens pour les personnels.

Ainsi la mission d'accueil s'éloigne de l'utilisateur renvoyé de plus en plus souvent à un accès en ligne. L'accès physique au service est limitée à la condition préalable de prise de rendez-vous. Dans ce contexte, le contrôle fiscal vire au conseil aux entreprises, aidé par des dispositifs législatifs (loi Essoc) et la place de l'Intelligence artificielle (IA) comme outil de programmation. En matière de gestion publique la séparation de la gestion et du

conseil aux collectivités locales induit une prise de risque sur la bonne tenue des comptes publics. Aucune mission n'est épargnée par le maëlström des réformes accompagnées de leur suppressions d'emplois et dématérialisation, y compris les missions dites transverses : informatiques, ressources humaines.

Face à cette destruction dogmatique de notre administration et à la dégradation des conditions de travail des personnels, **Solidaires Finances Publiques**, syndicat de la Fédération **Solidaires Finances**, a, lors de son 33^{ème} congrès, voté de façon unanime **une alerte solennelle pour une DGFIP renforcée, reconnue et réhumanisée au service de l'intérêt général, de la justice fiscale, sociale et environnementale ! Pour nos missions, nos structures et nos emplois.**

Cette alerte a fait l'objet d'une communication envers l'ensemble de nos responsables administratifs, locaux et nationaux mais aussi envers les élu.e.s locaux et issus de la représentation nationale.

Les missions de la direction générale des finances publiques sont au cœur du fonctionnement de l'État au même titres que les autres directions du ministère. Les réduire, les détruire remet en cause la qualité du Service public facteur de cohésion sociale.

La Douane à la croisée des chemins

En cette fin d'année, le destin de la DGDDI semble plus que jamais se jouer de façon assez rapide pour emmener cette dernière vers un horizon incertain, malgré les discours lénifiants et/ou rassurants. Avec un brin de mépris, on nous indique que la Douane est sous la menace depuis trente ans et qu'elle est toujours là. C'est vrai... comme il est tout aussi exact que des changements fondamentaux ont été enclenchés. Tenter de faire croire que ces derniers n'auront pas trop d'effet à terme est une insulte à la fois à la pure logique et à l'intelligence des agents.e.s.

Pendant plus de deux ans, et malgré la crise sanitaire, une intersyndicale complète, dans laquelle **Solidaires Douanes** a plus qu'apporté sa part, a permis de ralentir le projet de transfert/abandon des missions fiscales (TMF). Répondant à son appel, une mobilisation des personnels, a connu un temps fort le 10 mars avec plus de 1500 collègues rassemblés devant Bercy. (soit 10 % de l'effectif global de la DGDDI) et des taux de grève massifs en région,

Pour **Solidaires Douanes** les évolutions qui se mettent en place justifiaient pleinement que cette mobilisation soit poursuivie et amplifiée. Ce ne fut malheureusement pas le chemin choisi par l'intersyndicale. Le tout s'est terminé de façon un peu curieuse, par un accord "décalé" (deux fois 20 euros par agent.e et quelques autres mesurées) ... qui, en fait ne résout strictement rien, quant au sujet principal à savoir le devenir de cette administration, de ses structures et des agents qui les font vivre. Eu égard aux enjeux, **Solidaires Douanes** a décidé, en responsabilité, de ne pas apposer son paraphe au bas de ce document.

Alors que les transferts de mission n'ont pas encore produit leurs effets (quasi extinction du réseau comptable, fin du recouvrement et très large abandon du rôle fiscal), les coups continuent de pleuvoir sur cette malheureuse direction.

Ainsi, la sûreté ferroviaire sera abandonnée au secteur privé, dès que la flamme des Jeux Olympiques de 2024 aura été éteinte. Pourtant, à notre sens, c'est une mission de Service Public par essence. En rafale, nous voyons aussi le dispositif garde-côtes largement privé de moyens à la hauteur des défis ou encore la suppression pure et simple du dédouanement postal en outre-mer.

Une dernière claque retentissante a été administrée en septembre dernier par le Conseil Constitutionnel. Ce dernier a largement désarmé la DGDDI en censurant un article fondamental du Code des Douanes. Le contrôle à la circulation, outil de base pour la DGDDI, est touché de plein fouet. Nous attendons de voir quelle pourra être la réécriture de cet outil. Ceci pourra même avoir éventuellement un effet sur le maillage territorial et l'organisation des missions. Enfin, cela n'est pas sans interpeller, au-delà de la seule DGDDI, sur le devenir global des moyens de contrôle de l'Etat.

C'est d'un vrai engagement politique dont cette administration a besoin. Ce dernier doit être porté et concrétisé dans des choix budgétaires. On doit également pouvoir constater ce dernier dans des choix d'orientations et d'organisation.

Or, il est patent qu'à ce niveau là, nous sommes loin du compte !

Sans se payer de mots, l'idée est bien d'écrire un destin pour la Douane, administration qui, dans le monde actuel, nous semble un enjeu aussi bien d'aujourd'hui que demain.



DGCCRF & SCL, un avenir bien sombre !

Le Service Commun des Laboratoires (SCL)

Le SCL regroupe depuis 2007 les laboratoires de Bercy, avec environ 370 agent.e.s et 11 établissements dont 2 en Outre-Mer.

Les principales missions du SCL sont l'analyse, l'appui, la coopération et le développement auprès de ses deux directions générales de rattachement, à savoir la DGCCRF et la DGDDI.

Le SCL a perdu une soixantaine de postes en 10 ans, et les personnels se voient menacés depuis des années de la fermeture d'au moins un site. A ceci s'ajoutent les conséquences des restructurations subies par la Douane et la DGCCRF, et notamment le transfert de la sécurité sanitaire des aliments vers le ministère de l'Agriculture.

Les travaux de refonte du SCL (qui suivent un rapport du Conseil Général de l'Économie (CGE) sont particulièrement inquiétants. Il est en effet pour le moins curieux de lire que le SCL est consacré en tant que laboratoire public d'Etat et d'annoncer que l'on va tout revisiter et sûrement fermer une grande partie des structures.

Que ce soit pour les produits alimentaires ou non-alimentaires, **Solidaires CCRF & SCL** se bat pour un service rattaché à Bercy, indépendant des entreprises, avec des moyens nécessaires pour mener des analyses et assurer la sécurité des consommatrices et des consommateurs !

La Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes (DGCCRF)

La **DGCCRF** protège les consommatrices et consommateurs et fait respecter l'ordre public économique au service des consommateurs.trices et des entreprises de toutes tailles.

Ses grandes missions sont regroupées autour de trois axes prioritaires :

- la sécurité des produits et des services ;
- la protection économique des consommateurs.trices (dont la loyauté des transactions) ;
- la concurrence.

La **DGCCRF** souffre depuis 15 ans d'une chute des effectifs (environ 2 670 agent.e.s aujourd'hui soit près de 1 000 emplois supprimés !) et d'un basculement dans l'interministérialité qui s'est accompagné d'une dégradation des conditions de travail et d'une désorganisation devenue permanente au fil des réformes successives de l'Etat.

L'année 2022 a marqué un tournant avec la perte de la sécurité sanitaire des aliments vers le ministère de l'Agriculture... Une véritable gifle pour les personnels qui servent de boucs émissaires aux derniers scandales alimentaires et paient la perte continue de pouvoir de Bercy... et l'absence de volontarisme de ses dirigeant.e.s !

Pour se défendre, la DGCCRF ne peut compter que sur ses personnels, que Solidaires CCRF & SCL défend par tous les moyens à sa disposition !



Pour une statistique publique digne de ce nom !

Face aux politiques d'austérité imposées par les gouvernements successifs et la baisse drastique des effectifs de la statistique publique, les données et les études produites se concentrent sur la réponse aux commandes des grands acteurs institutionnels (Eurostat, État, régions, métropoles), sans toujours avoir le temps de se pencher sur les demandes de la population et sur les besoins d'éclairages de l'actualité.

Comment « produire et diffuser une information statistique de qualité pour éclairer le débat public » quand la quasi-totalité des productions de l'Insee répondent aux commandes institutionnelles ?

Pour **SUD INSEE**, la statistique publique est un bien public au service de la démocratie. Pour cela, les données et les études produites doivent répondre à une demande sociale, aussi bien nationale que locale, qu'elle vienne d'acteurs institutionnels, mais aussi associatifs ou encore de particuliers.

Afin que chacun.e puisse s'approprier les travaux et les résultats de la statistique publique, il ne peut y avoir de séparation entre la diffusion du chiffre et son analyse.

SUD INSEE dénonce les réorganisations qui depuis plusieurs années éloignent la statistique publique du terrain en malmenant le réseau de l'action régionale, en réduisant les enquêtes menées par les enquêtrices et en diminuant les services d'études. Qui faut-il encore convaincre, à l'heure des fakenews, de la nécessité d'une statistique publique indépendante et de qualité ?

En matière de sécurité des données, **SUD INSEE** réaffirme son attachement aux principes de la CNIL : cloisonnement des fichiers en privilégiant des usages restreints pour chacun et une limitation stricte des variables qu'ils contiennent, correspondant aux seuls usages pour lesquels ils sont établis.

L'austérité budgétaire sur nos moyens n'est pas sans conséquences.

- Manque de moyen pour l'informatique et la sécurité des données.

- Réorganisations en cascade et déménagement de services pour masquer l'indigence des budgets.

- Externalisations plus ou moins rampantes d'activités stratégiques comme la formation ou la supervision du recensement de la population.

- Incapacité à rémunérer convenablement les enquêtrices (83 % sont des femmes), contractuelles de droit public sous-payées et précarisées. Elles représentent pourtant 15 % des effectifs de l'institut et sont la cheville ouvrière de la production d'enquêtes.

- Même manque de moyen pour rémunérer de façon décente les agent.e.s recenseurs du recensement de la population.

Autre évolution marquante de ces dernières années, la perte de lien entre l'INSEE et ses missions de formations et de recherches depuis le passage du Groupe des Écoles Nationales d'Économie et Statistique en établissement public. Les contenus des enseignements donnés aux futurs cadres de l'Insee échappent désormais à la direction de l'institut (sans parler des représentant.e.s du personnel !)

À **SUD INSEE** et à sa fédération **Solidaires Finances**, nous croyons qu'une statistique publique digne de ce nom doit avant tout fournir à toutes et tous des outils d'émancipation et non servir la communication du gouvernement ou les benchmarks des multinationales.

Pour toutes ces raisons, nous continuerons à nous battre pour les agent.e.s, pour la statistique publique et pour l'émancipation !



Quand la com' fait office de politique stratégique

L'administration centrale des Ministères économiques et financiers regroupe plus de 7 000 agent.es.



Coincée entre des directions qui veulent choisir leurs propres orientations, parfois au mépris d'un traitement équitable pour tous.les agent.e.s (comme on l'a vu pour l'augmentation de l'IMT, dont étaient exclu.e.s les agent.e.s de... l'administration centrale et de l'IN-SEE...) et une DGAFP qui ne jure que par une mise en œuvre au pas de charge de la Loi de Transformation de la Fonction publique, l'administration centrale a parfois bien du mal à donner le tempo !

Au fil du temps, lentement mais sûrement, un certain nombre de métiers ont été externalisés et sous-traités. Comme souvent, ce sont les catégories C qui ont été le plus impactées : standard, surveillance, accueil mais aussi l'informatique ou bien encore les services de conseil. Ces « privatisations » ont par ailleurs entraîné un recours accru à la contractualisation, le pourcentage de contractuel.les étant maintenant de 20,3 %. Le problème de ce recours, parfois systématique, à des personnels non titulaires est double : une non-reconnaissance des expertises des agent.e.s titulaires (avec une recherche du fameux mouton à 5 pattes !) et une précarisation de certains métiers.

Dans le même temps, certaines missions sont toujours en tension et des postes peinent à être pourvus (principalement dans les ressources humaines, ce qui pourtant constitue l'un des cœurs de métiers !) avec un turnover important, des cadres soumis à une obligation de mobilité sans prise en compte de l'intérêt des services (capitalisation des expériences, connaissance des agent.e.s et des missions...).

Dans le même temps, certaines missions sont toujours en tension et des postes peinent à être pourvus (principalement dans les ressources humaines, ce qui pourtant constitue l'un des cœurs de métiers !) avec un turnover important, des cadres soumis à une obligation de mobilité sans prise en compte de l'intérêt des services (capitalisation des expériences, connaissance des agent.e.s et des missions...).

Et comme ailleurs dans l'administration, des réorganisations et des restructurations qui s'enchaînent et s'empilent, laissant trop d'agent.e.s sur le bord de la route (sénior, femmes,...). L'expérience de la transformation de la DGE qui dure depuis 2019 est l'une des plus marquantes : le fonctionnement en mode projet est imposé sans concertation avec les agent.e.s et les délais d'acculturation sont très courts ; voire on se « débarrasse » de certains agent.es jugé.e.s trop vieux. Autre exemple, en cours, la transformation du Secrétariat Général, « Ambition SG » est tout aussi inquiétant : malgré les assertions de l'administration, les agent.e.s ne voient pas où cette réorganisation les amènent, eux et leurs missions.

La situation n'est pas catastrophique mais ce n'est pas grâce aux grands coups de com' que les agent.es vont se voir rassuré.e.s et assuré.e.s de leur avenir au sein de cette direction ! Jardin partagé, foire aux produits locaux, réfection d'une cafétéria pour faire plus « moderne », babyfoot et autres canapés ne seront pas suffisants pour masquer le découragement et la lassitude des personnels de Bercy.

Quand le mal est l'ennemi du bien !

Plus de 1000 agent.e.s des DREAL votent au Comité Social d'Administration Ministériel de l'économie et des finances.

Ingénieurs, techniciens et agents administratifs sont employés au ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires pour notamment assurer les missions d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Ces services assurent, par exemple, les inspections des sites industriels dits « Seveso ». Parmi ses autres missions, on retrouve le respect de la réglementation concernant la qualité de l'air, sujet préoccupant si il en est à l'heure actuelle !

Ces dernières années, les modifications réglementaires et les changements de pratiques imposées par l'administration, notamment depuis le récent accident industriel de Lubrizol de septembre 2019 en Normandie, sont venus bousculer en profondeur ces métiers.

Faire plus et plus vite avec des outils approximatifs, livrés dans la précipitation, une réglementation changeante et toujours plus obscure, de faibles marges de manœuvre, un reporting à l'efficacité discutable toujours plus important... Telles sont les caractéristiques des récentes évolutions professionnelles de ces métiers.

Ces bouleversements sont vécus difficilement par les agent.es qui avouent leur lassitude, voire leur exaspération. **Solidaires IDD dénonce le mal-être des inspecteurs et inspectrices.** De nombreuses agentes et agents expriment leur niveau élevé de stress et leur envie de quitter leurs services.

Dans les DREETS, ce malaise profond est partagé par les agent.e.s du réseau de métrologie qui expriment des craintes quant à la pérennité de l'activité, un désir de revitalisation de leurs missions et des interrogations sur la gestion de leurs déplacements professionnels.

En ce qui concerne les agent.e.s affecté.e.s en service énergie et gérant la crise énergétique qui fait grand bruit actuellement, la charge de travail, la pression, les sollicitations des différents services de l'Etat rendent l'exercice de ces missions plus que difficile et à la limite du supportable.

Quant aux agent.e.s affecté.e.s dans les services de réception des modifications des véhicules, l'historique « passage aux mines », la situation a dépassé le stade de la pénibilité tant les effectifs ont déjà été réduits et tant le système ne tient qu'au professionnalisme et à l'implication des quelques agent.e.s exerçant cette activité. Ayons à l'esprit que chaque départ en retraite menace la pérennité de ce service public.

Solidaires IDD revendique des moyens d'action supplémentaires pour accomplir, en toute responsabilité, ses missions au service du public et de la protection de l'environnement.





Force syndicale reconnue du ministère, **Solidaires Finances** et ses syndicats chacun dans leur direction générale, interviennent et agissent afin que l'ensemble des agent.e.s, stagiaires titulaires contractuel.le.s soient traité.e.s de façon juste et égalitaire, sans discrimination d'aucune sorte.

Du 1^{er} au 8 décembre il s'agit d'élire celles et ceux qui vont défendre au Comité Social d'Administration Ministériel, au Comité Social d'Administration de chaque direction générale, au Comité Social d'Administration de chaque direction locale et aux Commissions Administratives Paritaires (CAP) : nos missions de services publics, notre statut, nos droits, nos emplois, notre rémunération, notre protection sociale complémentaire, notre action sociale, nos conditions de travail et qui vous représenteront.

Ces élections sont donc un enjeu important pour l'avenir des agent.e.s, pour votre avenir professionnel et personnel. Elles sont également un enjeu pour **Solidaires Finances** pour mesurer son audience d'adhésion à sa conception de l'action syndicale, à ses analyses aux revendications portées au nom des agent.e.s dans les différentes instances tant directionnelles, que ministérielles et interministérielles .

Au cours des quatre prochaines années les représentante.s de **Solidaires Finances** continueront de défendre les intérêts collectifs et individuels des agent.e.s face à l'administration.

**VOTRE VOIX,
NOTRE FORCE!**

